



Où éclatera la prochaine crise économique mondiale?

Par [Ariel Noyola Rodríguez](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 01 février 2016

[rt.com](#)

L'année 2016 commence à peine et les pertes des différentes places boursières à travers le monde sont colossales : près de 8 000 milliards de dollars au cours des trois premières semaines de janvier, selon les calculs de Bank of America Merrill Lynch. Le gouvernement étasunien a assujéti les banques d'investissement à la drogue du crédit bon marché. Et maintenant que le stimulus monétaire de la Fed a pris fin, tout le monde en paie les conséquences. Lors du récent sommet de Davos, il a été souligné que l'incertitude règne parmi les grandes entreprises : personne ne sait où la prochaine crise éclatera.

Un frisson financier a fait sombrer le Club de Davos dans le pessimisme. Plus de 2 000 chefs d'entreprises et dirigeants politiques réunis en Suisse (du 20 au 23 janvier) ne savent plus comment convaincre les gens que l'économie mondiale est sous contrôle. À peine quelques jours après la clôture de la XLVI^e édition du Forum économique mondial[1], les investisseurs ont paniqué : au cours des trois premières semaines de janvier les différentes bourses des valeurs ont totalisé 7 800 milliards de dollars de pertes, selon les estimations de Bank of America Merrill Lynch[2].

Pour la banque d'affaires d'origine étasunienne, ce mois de janvier restera comme le plus dramatique pour la finance depuis la Grande Dépression de 1929. Les circuits financiers internationaux sont de plus en plus vulnérables. Et l'effondrement de la confiance des entreprises semble irréversible. PricewaterhouseCoopers (PwC) a récemment publié les résultats d'un sondage qui reflète les vues de 1 409 dirigeants d'entreprises de 83 pays sur les perspectives économiques : 66% des participants estiment que leur organisation fait face à de plus grandes menaces aujourd'hui qu'il y a trois ans et seulement 27% pensent que la croissance mondiale va s'améliorer[3].

L'incertitude est telle que lors du sommet de Davos, il n'y avait pas de consensus parmi les entreprises géantes sur le lieu où la prochaine crise éclaterait. Pourtant, les médias occidentaux ne se lassent pas d'accuser le ralentissement en Chine comme la principale cause de la crise dans l'économie mondiale. En fait, le spéculateur George Soros – qui a attaqué la livre sterling dans les années 1990 – a soutenu à Davos qu'un atterrissage brutal de l'économie chinoise est «inévitable»[4]; c'était sans aucun doute une déclaration exagérée. À mon avis, il y a une campagne de propagande dirigée contre Pékin pour tenter de cacher les contradictions économiques et sociales graves qui persistent dans les pays industrialisés (États-Unis, Allemagne, France, Royaume-Uni, Japon, etc.).

Malgré le triomphalisme de la présidente de la Réserve fédérale (Fed), Janet Yellen, au cours des dernières semaines, l'économie américaine a de nouveau montré des signes de

faiblesse. Le secteur manufacturier a connu en décembre dernier son second mois de contraction, le niveau le plus bas des six dernières années. En outre, l'effondrement des prix des matières premières a soutenu l'appréciation du dollar et il devient de ce fait plus difficile pour le gouvernement américain de contrer la menace de déflation (baisse des prix). L'horizon aujourd'hui est plus sombre après que le prix de référence international du pétrole est tombé en dessous de 30 dollars le baril[5]. Pire encore, le Fonds monétaire international (FMI) a diminué ses nouvelles perspectives de croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial pour cette année de 3,6% à 3,4%[6].

La vérité est que les politiques de crédit bon marché promues par les banques centrales dans les pays industrialisés après l'effondrement de Lehman Brothers en 2008 ont causé d'énormes distorsions sur les marchés du crédit et maintenant tout le monde doit payer l'addition[7]. Selon les calculs du fonds d'investissement Elliot Management (dirigé par Paul Singer), les banques centrales des grandes puissances ont injecté dans l'économie mondiale environ 15 trillions (mille milliards) de dollars depuis la crise de 2008 en achetant des obligations souveraines et des actifs hypothécaires[8]. Malheureusement, cette stratégie n'ouvre pas la voie à une reprise régulière, mais au contraire, augmente la fragilité financière.

La zone euro n'arrive toujours pas à se sortir des taux de croissance économique faibles. La crise a frappé non seulement des pays comme l'Espagne et la Grèce ; le cœur même de l'Europe a été impliqué dans de graves difficultés : la menace de la déflation plane sur l'Allemagne, après avoir appris que les prix à la consommation ont progressé de seulement 0,3% en moyenne en 2015, le niveau le plus faible depuis la récession de 2009 lorsque le PIB allemand s'est contracté de 5% ; et le président français François Hollande, a annoncé à nouveau l'état d'urgence économique face au niveau élevé du chômage et à la faiblesse des investissements[9].

Cela a vraiment inquiété le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, qui a été forcé d'envisager un élargissement des mesures de relance pour mars prochain[10]. Il en va de même pour la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon, qui avaient pourtant déjà mis en place un taux d'intérêt de référence minimum et lancé des programmes agressifs d'injection de liquidités. Ces deux pays ne sont pas encore parvenus à sortir leurs économies de l'ornière ni à augmenter significativement l'inflation, qui reste loin de l'objectif officiel de 2%.

Avec tout cela, l'écrasante domination du dollar sur le marché mondial des capitaux attribue aux États-Unis un rôle décisif dans la détermination de la politique monétaire des autres pays. Nul doute que la Fed a eu tort de relever le taux d'intérêt des fonds fédéraux décembre dernier. Il n'y avait tout simplement pas suffisamment de preuves pour conclure que la reprise de l'économie américaine était solide et soutenue. Maintenant que la situation a empiré il est presque certain que lors de ses prochaines réunions, le Federal Open Market Committee (FOMC) de la Fed n'augmentera pas le coût du crédit, il est même susceptible de réduire le taux d'intérêt de référence.

Cependant, le gros problème est que personne ne sait vraiment comment vont réagir les marchés financiers[11] au moindre mouvement de la Fed. Les chutes successives de Wall Street vont-elle déclencher une récession à l'échelle mondiale ? L'hégémonie du dollar sera-t-elle finalement mortellement atteinte face à la vente massive des bons du Trésor des États-Unis ? Dans quelle mesure la Chine et les pays émergents résisteront-ils ? La crise à venir est une énigme pour tout le monde ...

Source : ¿Dónde estallará la próxima crisis económica mundial?, [Russia Today](#), 25 janvier 2016.

Traduction : Traduit et édité par jj, relu par Diane, [Le saker francophone](#).

Ariel Noyola Rodríguez : Économiste diplômé de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM).

[1] «[Davos 2016: Global economy seen to be hanging in the balance](#)», Chris Giles, *The Financial Times*, January 19, 2016.

[2] «[Nearly \\$8 trillion wiped off world stocks in January, U.S. recession chances rising: BAML](#)», Jamie Mcgeever, *Reuters*, January 22, 2016.

[3] «[En Davos, el pesimismo es el sentimiento de moda](#)», Dana Cimilluca, *The Wall Street Journal*, 20 de enero de 2016.

[4] «[Soros: China Hard Landing Is Practically Unavoidable](#)», *Bloomberg*, January 21, 2016.

[5] «[Goldman Sachs makes oil prices drop](#)», by Mikhail Leontyev, Translation Deimantas Steponavicius, 1tv (Russia), *Voltaire Network*, 19 January 2016.

[6] «[IMF Cuts Global Growth Forecast to 3.4% in Year of 'Great Challenges'](#)», *Bloomberg*, January 19, 2016.

[7] «[El crédito barato ya no alcanza para estimular la economía mundial](#)», Lingling Wei & Jon Hilsenrath, *The Wall Street Journal*, 20 de enero de 2016.

[8] «[Fears of global liquidity crunch haunt Davos elites](#)», Ambrose Evans-Pritchard, *The Telegraph*, January 20, 2016.

[9] «[François Hollande en état d'urgence](#)», Gérard Courtois, *Le Monde*, 19 janvier 2016.

[10] «[Draghi hints at more stimulus in March](#)», Claire Jones & Elaine Moore, *The Financial Times*, January 21, 2016.

[11] «[The world has glimpsed financial crisis. But is the worst to come?](#)», Jamie Doward, Larry Elliott,

La source originale de cet article est rt.com

Copyright © [Ariel Noyola Rodríguez, rt.com](http://rt.com), 2016

Articles Par : [Ariel Noyola Rodríguez](#)

A propos :

Ariel Noyola Rodríguez is an economist graduated from the National Autonomous University of Mexico (UNAM). Involved in the Centre for Research on Globalization, Global Research, based in Canada. His reports on World Economy are published in the weekly magazine Contralínea and his opinion columns in the international news chain Russia Today. The Journalists Club of Mexico awarded him the National Journalism Prize in the category of Best Economic and Financial Analysis for his pieces issued in the Voltaire Network during 2015. He can be reached at noyolara@gmail.com. Twitter: [@noyola_ariel](https://twitter.com/noyola_ariel).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca